

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DIRECTION DE LA PRODUCTION ET DES ECHANGES

SERVICE DE LA PRODUCTION ET
DES MARCHES

S/Direction de l'Orientalion et de
l'Organisation Economiques

Bureau des Groupements de
Producteurs

Tél: 49-55-45-48 / 49-55-44-88

S/Direction des Productions Végétales

Bureau de la Viticulture

Tél: 49-55-45-55 / 49-55-46-89

3, rue Barbet de Jouy - 75700 PARIS

CIRCULAIRE

DPE/SPM/C.91/N° 4009

DU 04 JUIL. 1991

C I R C U L A I R E

OBJET : Critères de reconnaissance des groupements de producteurs de
vin.

DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

PLAN DE DIFFUSION

-Pour exécution-

- MM. les Préfets
de département (1 ex.)

-Pour information-

- MM. les DRAF (3 ex.)
les DDAF (3 ex.)
- MM. les Préfets
de région (1 ex.)
- ONIVINS (10 ex.)
- D.P.E. (10 ex.)
- Réserve (50 ex.)

.../...

Au terme de plus de 25 ans de soutien constant apporté aux groupements de producteurs institués par la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole de 1962, la situation des groupements de producteurs a fait l'objet d'une réflexion du Conseil Supérieur d'Orientation et de Coordination de l'Economie Agricole et Alimentaire - CSOCEAA.

Cette réflexion a débouché sur une recommandation adoptée par le Conseil Supérieur d'Orientation le 25 octobre 1990 et signée par le Ministre de l'Agriculture et de la Forêt le 26 décembre 1990.

Cette recommandation a souligné la nécessité de consolider l'organisation économique, en la recentrant sur ses objectifs initiaux tout en actualisant, en tant que de besoin, les principes de fonctionnement et de financement des groupements de producteurs ainsi que les modalités de leur reconnaissance.

Dans le secteur de la viticulture, depuis les années 1981 et 1983 au cours desquelles ont été établis les critères de reconnaissance des groupements de producteurs de vins de table, le secteur concerné a connu de grandes modifications.

Le potentiel de production des vins de table a régressé et l'amélioration de l'encépagement et des conditions de transformation a été largement engagée.

Cette évolution a permis, dans les principales zones de production de vin de table, un développement de vins personnalisés, notamment de vins à indication géographique.

Parallèlement, la baisse de la consommation se poursuit notamment pour la catégorie des consommateurs réguliers de vins. Cette orientation s'accompagne de mutations importantes tant en ce qui concerne la consommation, caractérisée par une réorientation qualitative de la demande, que la commercialisation où la part de la distribution alimentaire progresse bien que la restauration et les circuits spécialisés gardent une place majoritaire.

Le constat de ces évolutions ainsi que l'examen du bilan mitigé de l'activité commerciale de nombreux groupements de producteurs ont mis en évidence la nécessité :

- de renforcer la capacité des groupements de producteurs à adapter la production au marché, en augmentant les pouvoirs de leur conseil d'administration ;

.../...

- de distinguer les groupements de producteurs qui assurent la mise en marché de la production de leurs adhérents de ceux qui la commercialisent, en totalité ou en partie;

- de redéfinir en conséquence les critères de reconnaissance des groupements de producteurs.

Tel est l'objet de la présente circulaire qui annule et remplace les circulaires du 10 avril 1981 et du 16 août 1983.

Les critères retenus visent principalement :

- à assurer une réelle connaissance par les groupements de producteurs de la production de leurs adhérents dans le but de satisfaire aux exigences de concentration de l'offre tout en prenant en compte la diversité de la demande ;

- à impliquer les groupements de producteurs dans l'établissement et le contrôle du respect des règles de production, dans la modernisation et la restructuration des outils de transformation afin d'orienter la production de leurs adhérents dans un sens conforme aux exigences des marchés ;

- à susciter au sein des groupements de producteurs une réflexion sur le rôle qu'ils peuvent et souhaitent effectivement remplir par rapport à la mise en marché ou à la commercialisation de la production de leurs adhérents et à leur proposer des supports juridiques adaptés.

Le respect de ces critères de reconnaissance suppose que les groupements de producteurs et leurs adhérents se sentent engagés les uns vis-à-vis des autres dans un processus comportant des droits et obligations réciproques.

Enfin, ces critères de reconnaissance devraient permettre, grâce à la clarification de leur position dans l'organisation économique, un déblocage de la situation de certains groupements et de certaines caves.

.../...

I - CONNAISSANCE DE LA PRODUCTION ET CONCENTRATION DE L'OFFRE

1) Connaissance de la production :

Le groupement de producteurs doit :

- établir et tenir à jour la liste des viticulteurs adhérents de ses membres ;

- établir et tenir à jour un fichier d'encépagement indiquant notamment les dates de plantation, les surfaces pour les différents cépages, les porte-greffes ;

- élaborer et mettre en oeuvre un schéma directeur des opérations de restructuration du vignoble conformément aux orientations définies en matière de reconversion qualitative de l'encépagement.

Un zonage des potentialités qualitatives des terroirs est mis en place et intégré au schéma directeur afin de constituer une aide au choix des cépages les plus adaptés au terrain.

2) Concentration de l'offre

Cette nécessité de la "connaissance de la production" ne constitue pas un but en soi. Elle doit permettre d'atteindre un des objectifs de l'organisation économique qui est la "concentration de l'offre". Cette notion implique :

- des seuils minimaux en-deçà desquels la concentration n'est pas réalisée ;

- une durée minimale d'adhésion au groupement en-deçà de laquelle la pérennité de l'action du groupement n'est pas assurée ;

- l'exclusivité de l'adhésion à un seul groupement de producteurs pour tenir compte de l'insertion dans un seul schéma de restructuration et la participation à une seule politique de mise en marché ou de commercialisation.

a) seuils minimaux d'activité

Un groupement de producteurs doit regrouper des adhérents qui représentent globalement :

- soit un volume de 100 000 hl de vin de table et au moins 200 viticulteurs ;

- ~~soit~~ :

v

p 9

d un volume de 30 000 hl de vin de qualité produit dans une région déterminée ou d'au moins 50 % de la production agréée en vin de qualité produit dans une région déterminée dans la zone classée. *vignol*

. et au moins 100 viticulteurs ou au moins 50 % des producteurs de la zone classée vin de qualité produit dans une région déterminée.

La reconnaissance en qualité de groupement de producteurs implique le respect des critères de reconnaissance définis sur l'ensemble de la production des adhérents.

b) durée minimale d'engagement

La durée d'engagement minimale est fixée à 5 ans.

c) exclusivité de l'adhésion

L'adhésion à un groupement de producteurs est exclusive de toute adhésion à une autre ou plusieurs autres structures reconnues en qualité de groupement de producteurs.

En revanche, il est possible, pour un adhérent à un groupement de producteurs, de passer convention ou d'adhérer à une ou plusieurs structures commerciales non reconnues groupement de producteurs, dans le respect des conditions définies dans le règlement intérieur et le bulletin d'adhésion de son groupement de producteurs et dans le respect du droit coopératif.

II - REGLES DE PRODUCTION

Le groupement de producteurs doit fixer dans un règlement intérieur les conditions dans lesquelles devront être réalisées par ses adhérents :

a) la conduite des vignobles :

- les analyses de sol
- les choix des cépages, porte-greffes et sur-greffes.
- les techniques culturales.

b) l'organisation des vendanges :

- le calendrier
- les contrôles de maturité
- la réception des apports et la rémunération des apports.

c) la vinification :

- la présence d'un oenologue, salarié ou mis à disposition
- l'organisation des dégustations

.../...

- la tenue d'un inventaire qualitatif et quantitatif des vins
- les analyses des vins.

La capacité du groupement de producteurs à définir et faire appliquer ces règles de production communes nécessite :

- que le groupement de producteurs fasse modifier et harmoniser en tant que de besoin les règlements intérieurs et bulletins d'adhésion en vigueur dans les caves adhérentes ;

- que le groupement de producteurs dispose d'une structure administrative suffisante, permanente et qui lui soit propre ; le ou les techniciens pourront être soit salariés du groupement de producteurs soit mis à sa disposition, afin de pouvoir mettre en application les orientations qu'il aura définies. A cet égard, il est rappelé que le fonctionnement d'une coopérative ou d'une SICA ne doit pas être assuré par le prélèvement de cotisations auprès de ses membres mais à partir des ressources résultant de son activité.

- que le groupement de producteurs mette en place une "commission technique" prenant appui sur les commissions techniques des caves et assurant une réelle coordination des travaux de celles-ci ;

- que le groupement de producteurs établisse à partir de la connaissance précise des outils de transformation de ses adhérents, un programme concerté d'utilisation et d'investissement.

Lorsque des évolutions techniques s'imposent le groupement de producteurs établit, en vue d'assurer la cohérence et la rentabilité des investissements, un programme de restructuration des outils pouvant notamment porter sur des regroupements, des spécialisations voire des reconversions.

Cette restructuration pourra s'appuyer sur des études préalables en ce qui concerne les aspects juridiques, techniques, économiques et financiers ; elle pourra se traduire par des évolutions des structures adhérentes ainsi que par des investissements spécifiques notamment en matière de réception et de transport des vendanges ou de transfert d'installations de vinification.

En effet, si la reconversion qualitative du vignoble est désormais bien engagée, elle doit être accompagnée d'une adaptation des outils de transformation en vue de permettre une production correspondant quantitativement et qualitativement au marché.

Cette démarche est particulièrement nécessaire dans les zones où la baisse de production est sensible notamment en raison du régime communautaire d'abandon définitif de la viticulture.

.../...

III - REGLES DE MISE EN MARCHÉ ET DE COMMERCIALISATION

1) définitions

Au sens du règlement (CEE) n° 1360/78 du Conseil concernant les groupements de producteurs et leurs unions, un groupement de producteurs effectue la mise en marché de la production de ses adhérents lorsqu'il réalise les opérations suivantes :

- la concentration de l'offre,
- la préparation pour la vente,
- l'offre à des acheteurs en gros.

Un groupement de producteurs qui effectue la mise en marché de la production de ses adhérents ne la commercialise pas. L'acte de vente est réalisé par les adhérents.

Un groupement de producteurs effectue la commercialisation de la production de ses adhérents lorsqu'il réalise l'acte de vente, après transfert de propriété.

2) supports juridiques

Le support juridique d'un groupement de producteurs de mise en marché ne peut être qu'un syndicat ou une association. Celui d'un groupement de producteurs de commercialisation ne peut être qu'une coopérative de type I (collecte-vente), une SICA ou une union de coopératives de type UI (collecte-vente).

3) les groupements de mise en marché

Le groupement de producteurs doit :

- connaître précisément la production totale des adhérents par type de produits,
 - établir et contrôler les conditions dans lesquelles les adhérents effectuent l'acte de vente de leur production. Pour le contrôle, il doit centraliser les duplicata des factures établis par ses adhérents et les doubles des contrats de vente visés par l'ONIVINS,
 - faire procéder par les adhérents aux traitements, assemblages et conditionnements qui s'avèreraient nécessaires. Pour ce faire, une convention spécifique doit être établie avec les adhérents.
- Le Conseil d'administration du groupement de producteurs doit dégager des orientations communes en matière de mise en marché, organiser la mise en oeuvre de ces dispositions et appliquer les sanctions prévues dans les statuts et règlements intérieurs à l'encontre des adhérents qui ne les respecteraient pas.

4) les groupements de producteurs de commercialisation

Conformément aux dispositions de la recommandation adoptée par le Conseil Supérieur d'Orientation et de Coordination de l'Economie Agricole et Alimentaire, les conditions d'apport des adhérents au groupement de producteurs peuvent être celles de l'apport total ou d'un apport partiel.

Le groupement de producteurs doit :

- agir en pleine propriété,
- enregistrer dans sa comptabilité les règlements correspondant aux volumes commercialisés par lui et seulement ces règlements,
- disposer a priori de la totalité de la production de ses adhérents et avoir la capacité de sélectionner les vins qu'il commercialisera,
- commercialiser 50 % minimum de la production commercialisable de chaque adhérent (*) (production totale diminuée des volumes destinés à la distillation). Le groupement de producteurs peut, à l'intérieur de ce volume global, fixer des volumes minimaux par type de produits.

Les modalités retenues doivent être décrites dans le règlement intérieur et le bulletin d'adhésion puisqu'elles précisent des obligations statutaires.

Lorsque le groupement de producteurs commercialise une part significative de la production de ses adhérents (*) en petits conditionnements (bouteilles, bag-in-box, briques, etc..., à l'exclusion des ventes à la tireuse) le minimum de 50 % peut être ramené à 30 % à la condition de commercialiser au moins les 2/3 des volumes destinés par chacune des caves adhérentes à la vente en petits conditionnements.

Pour la part de la production qu'il ne commercialise pas, le groupement de producteurs doit satisfaire aux exigences fixées pour les groupements de producteurs de mise en marché.

IV - DATES D'EFFET DE L'ADHESION ET DE LA DEMISSION D'UNE CAVE A UN GROUPEMENT DE PRODUCTEURS

La qualité d'adhérent à un groupement de producteurs est acquise à compter de la date de l'arrêté qui accorde l'extension de la reconnaissance du groupement concerné.

Par contre, l'exclusion ou la démission d'un adhérent d'un groupement de producteurs est effective à compter de la date de la décision du conseil d'administration (cas d'une coopérative, d'une SICA ou d'une union de coopératives) ou du président (association, syndicat) du groupement de producteurs.

.../...

(*) Dans le cas des SICA ne peut être prise en compte, pour apprécier les pourcentages exigés, que la seule production apportée par des adhérents relevant de l'article L 522-1 du Code Rural.

V - CONDITIONS D'EXAMEN DES DEMANDES DE RECONNAISSANCE, DE MAINTIEN DE RECONNAISSANCE, DE MODIFICATION, DE CONTROLE DES GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

Ces nouvelles dispositions s'appliquent évidemment aux demandes de reconnaissance qui seront présentées à compter de la date de la présente circulaire.

Les groupements de producteurs précédemment reconnus sont invités à se mettre en conformité avec les présentes conditions de reconnaissance dans un délai d'un an à compter de la date de la circulaire.

Cette mise en conformité doit être l'occasion pour les adhérents des groupements de producteurs de se déterminer vis-à-vis du rôle qu'ils souhaitent confier au groupement de producteurs en matière de mise en marché ou de commercialisation de leur production, d'adopter des statuts et règlements intérieurs qui traduisent leur fonctionnement réel.

Les Directions régionales et départementales de l'agriculture et de la forêt doivent donc susciter au sein de l'ensemble des groupements de producteurs et de leurs adhérents la réflexion nécessaire et la constitution de dossiers permettant à la Commission Nationale Technique de réexaminer les nouvelles conditions de fonctionnement administratif, technique et économique que les groupements de producteurs se seront définies et l'opportunité du maintien de leur reconnaissance.

En tout état de cause, lors de l'une de ses prochaines séances, la Commission Nationale Technique communiquera aux Directeurs régionaux et départementaux de l'agriculture et de la forêt concernés la liste des groupements dont les supports juridiques et les conditions générales de fonctionnement ne sauraient perdurer sans que soit engagée à leur encontre la procédure de retrait de reconnaissance.

A cet égard, il est important que les contrôles sur place des groupements de producteurs fassent désormais l'objet de rapports circonstanciés.

Vous voudrez bien me faire connaître toute difficulté susceptible d'apparaître dans l'application de la présente circulaire.

Le Directeur de la Production
et des Echanges



Claude CHEREAU